CONSEIL MUNICIPAL DU 25/05/2020
procès-verbal

Le 25 mai 2020, le Conseil municipal, légalement convoqué en date du 18 mai 2020, s'est réuni en séance publique à Vitré, sous la présidence de Monsieur Michel Perret, doyen d'âge, puis de Madame Isabelle Le Callennec, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33
Présents : 33
Votants (dont 0 pouvoirs) : 33

Etaient présents (voix délibératives) :
Madame Isabelle LE CALLENNEC, Monsieur Paul LAPAUSE, Madame Alexandra LEMERCIER, Monsieur Pierre LEONARDI, Madame Danielle MATHIEU, Monsieur Christophe LE BIHAN, Madame Constance MOUCHOTTE, Monsieur Fabrice HEULOT, Madame Anne BRIDEL, Monsieur Jean-Yves BESNARD, Madame Vanessa ALLAIN, Monsieur Nicolas MIJOULE, Madame Marie-Cécile TARRIOL, Monsieur Michel PERRET, Madame Pauline SEGRETAINE, Monsieur Philippe MAIGNAN, Madame Catherine DELHOMMEL, Monsieur Emmanuel COUVERT, Madame Isabelle DUSSOUS, Monsieur Pierre DUFEU, Madame Nicole GENIN, Monsieur Gontran PAILLARD, Madame Caroline PICHOT MALIN, Monsieur Daniel NGOSONG, Madame Marie-Noëlle MORFROISS, Monsieur Gilles GUILLON, Madame Cécile BESNARD, Monsieur Erwann ROUGIER, Madame Carine POUESSEL, Madame Marie-Cécile DUCHESNE, Monsieur Anthony MOREL, Monsieur Nicolas KERDRAON, Madame Nadège LE FLOCH

Monsieur Pierre Méhaignerie, ancien maire, procède à l'appel et, après avoir constaté que le quorum est atteint, déclare le conseil municipal installé et la séance ouverte. La présidence de la séance est confiée au doyen d'âge, Monsieur Michel Perret.
AFFAIRES JURIDIQUES ET ASSEMBLEES

DC_2020_071 : Désignation du Secrétaire de séance

Monsieur Michel PERRET, Président de l’assemblée soumet la désignation de Monsieur Erwan ROUGIER, Conseiller municipal, comme secrétaire de séance à l’assemblée municipale.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_072 : Election du maire de Vitré

Le doyen des membres du conseil municipal expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-4, L.2121-7, L.2122-8 et L.2122-12 ;
Vu la loi N°2020-290 du 23 mars 2020, notamment son article 10, modifiée par l’article 1er de l’ordonnance 2020-562 du 13 mai 2020, relatif à la condition de quorum de l’assemblée ;
Considérant que la séance au cours de laquelle il est procédé à l’élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal ;
Considérant que le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue ;
Considérant que, si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n’a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l’élection a lieu à la majorité relative ;
Considérant qu’en cas d’égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu ;
Considérant le déroulé suivant afin d’élire le maire :
  • Appel des candidatures
  • Désignation d’assesseurs
  • Détermination du nombre de votants et de la majorité absolue nécessaire pour une élection au premier ou second tour
  • Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, remet son bulletin de vote fermé
  • Dépouillement
  • Proclamation des résultats
  • En fonction des résultats, nouveau tour de vote ou proclamation du maire ;
Considérant que l’élection du maire est rendue publique, par voie d’affichage, dans les vingt-quatre heures ;
Considérant le procès-verbal d’élection annexé à la délibération ;

Après un appel de candidatures et dépôt de la candidature de Madame Isabelle Le Callennec, il est procédé au vote.
Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, a remis son bulletin de vote fermé dans l’urne prévue à cet effet.
Après dépouillement, les résultats sont les suivants :
  - Nombre de bulletins : 33
  - Bulletins blancs ou nuls : 6
  - Suffrages exprimés : 27
  - Majorité absolue : 14

A obtenu :
  - Madame Isabelle Le Callennec : 27 (vingt-sept) voix
Madame Isabelle Le Callennec ayant obtenu la majorité absolue, est proclamée Maire de la commune de Vitré et immédiatement installée.

Suite à son élection, Madame le Maire fait une déclaration.

DC_2020_073 : Détermination du nombre d’adjoints au maire de Vitré

Le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-1, L.2121-2, L.2122-1 et L.2122-2 ;
Considérant qu’il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du conseil municipal ;
Considérant que le conseil municipal détermine le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse
exéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal ;
Considérant que le nombre des membres du conseil municipal des communes dont la population est
comprise entre 10 000 et 19 999 habitants est de 33 ;
Considérant que, de la combinaison de ces règles, il résulte qu'il ne peut y avoir plus de 9 adjoints au maire
de Vitré ;
Il vous est proposé de fixer le nombre d'adjoints au maire de Vitré à 9, conformément au cadre
énoncé ci-dessus.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des
votants.

DC_2020_074 : Election des adjoints au maire de Vitré

Le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-7-2 et L.2122-12, L.2121-
7, L.1111-1-1 et L.2121-1 ;
Vu la délibération présentée précédemment à cette séance et fixant le nombre d'adjoints au maire de Vitré ;

Considérant que dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la
majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel ;
Considérant que sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être
supérieur à un et chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe ;
Considérant que, si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à
un troisième tour de scrutin et que l'élection a lieu à la majorité relative ;
Considérant qu'en cas d'égalité de suffrages, lors de ce troisième tour, les candidats de la liste ayant la
moyenne d'âge la plus élevée sont élus ;
Considérant le déroulé suivant afin d'élire les adjoints de Vitré :

- Appel des candidatures
- Désignation d'assesseurs
- Détermination du nombre de votants et de la majorité absolue nécessaire pour une élection au
  premier ou second tour
- Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, remet son bulletin de vote fermé
- Dépouillement
- Proclamation des résultats
- Nouveau tour de vote ou proclamation des adjoints ;
Considérant que l'élection des adjoints est rendue publique, par voie d'affichage, dans les vingt-quatre
heures ;
Considérant le procès-verbal d'élection annexé à la délibération ;
Considérant qu'au terme des élections du maire et de ses adjoints, peut être dressé le tableau du Conseil
municipal officiel selon les modalités de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;
Considérant le tableau officiel annexé à la présente délibération ;
Considérant que lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire
et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élue local prévue à l'article L. 1111-1-1 du code
général des collectivités territoriales ;

Il vous est proposé de procéder à l'élection des adjoints au maire de Vitré, selon le cadre exposé ci-
dessus.
Après un appel de candidatures et dépôt de la candidature de la liste de Monsieur Paul Lapause, il
est procédé au vote.
Chaque conseiller municipal, après appel de son nom, a remis son bulletin de vote fermé dans l'urne
prévue à cet effet.
Après dépouillement, les résultats sont les suivants :
- Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- Nombre de bulletins : 33
- Nombre de bulletins déclarés nuls par le bureau : 0
- Bulletins blancs ou nuls : 6
- Suffrages exprimés : 27
- Majorité absolue : 14

A obtenu :
- Liste Paul Lapause : 27 (vingt-sept) voix
Les conseillers municipaux suivants sont proclamés Adjoints de Madame le Maire de Vitré :
Paul LAPAUSE  
Alexandra LEMERCIER  
Pierre LEONARDI  
Danielle MATHIEU  
Christophe LE BIHAN  
Constance MOUCHOTTE  
Fabrice HEULOT  
Anne BRIDEL  
Jean-Yves BESNARD  

1er Adjoint  
2ème Adjointe  
3ème Adjoint  
4ème Adjointe  
5ème Adjoint  
6ème Adjointe  
7ème Adjoint  
8ème Adjointe  
9ème Adjoint  

A l’issue de cette élection, il est fait lecture de la charte de l’élu local. Il est remis aux membres du conseil municipal une copie de ladite charte et des articles L.2123-1 à L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

DC_2020_075 : Mandat 2020-2026 - Exercice des mandats locaux : Délégations consenties au Maire par le Conseil municipal

Le Maire expose,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-11, L.2122-22, L.2122-23 et L.2122-18 ;
Vu la délibération du conseil municipal de Vitré n°2019_035 du 21 février 2019 qui donnait délégation au maire de Vitré dans un certain nombre de domaines jusqu’au terme du mandat 2014-2020 ;

Considérant que le maire peut, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat, de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines ;
Considérant d’une part, la réactivité dont il faut faire preuve dans la prise de décision, et, d’autre part l’intérêt d’une telle délégation dans l’expédition des affaires courantes ;
Considérant que, sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l’objet de la délégation sont prises, en cas d’empêchement du maire, par le conseil municipal ;
Considérant que les décisions relatives aux domaines ayant fait l’objet de délégations peuvent faire l’objet d’une délégation de signature au Directeur général des services et au Directeur général adjoint ;
Considérant que conformément à l’article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, les décisions prises par le maire, en vertu de l’article L.2122-22 dudit code, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets ;
Considérant que lors de chaque réunion du conseil municipal, le maire doit rendre compte des attributions exercées par délégation du conseil municipal ;
Considérant que les décisions prises en application des délégations mentionnées ci-dessus peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal, agissant par délégation du maire, dans les conditions fixées à l’article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
Considérant que le conseil municipal peut à tout moment modifier, ou même retirer, les délégations consenties au Maire ;

Il est proposé au Conseil municipal :
- De charger le Maire de Vitré, pour la durée de son mandat, des délégations ayant pour objet :
  1° D’arrêter et modifier l’affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
  2° De procéder à la réalisation des emprunts d’un montant inférieur ou égal à 1 000 000 €, destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l’article L.1618-2 et au « a » de l’article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
  3° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l’exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
  4° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n’excédant pas douze ans ;
  5° De passer les contrats d’assurance ainsi que d’accepter les indemmites de sinistre y afférentes ;
6° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
7° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
10° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
11° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
12° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
14° D'exercer, au nom de la commune, pour les acquisitions immobilières d'un montant inférieur ou égal à 300 000 € net vendeur, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code ;
15° D'intenter au nom de la commune les actions en justice, en demande comme en défense, de défendre les intérêts de la commune dans l'action engagée à l'encontre de tous ceux dont la responsabilité civile ou pénale peut être engagée à l'occasion du fonctionnement de la collectivité territoriale, ainsi que pour l'ensemble des contentieux de la commune dans les cas suivants :
   - recours amiабles, recours préalables,
   - contentieux relevant des juridictions judiciaires sociales, commerciales, financières, civiles ou pénales, ainsi que des juridictions administratives,
   - contentieux en 1ère instance, appel ou cassation, y compris les procédures de référé,
   - procédures d'expertises,
   - contentieux devant les juridictions nationales ou internationales,
   - constitution de partie civile ;
De transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;
16° De régler les conséquences dommageables des accidents dont le montant est inférieur ou égal à 50 000 € et dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;
17° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
18° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
19° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant inférieur ou égal à 1 000 000 € ;
20° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventifs prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
21° De demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions d'un montant inférieur ou égal à 600 000 € ;
22° De procéder, au dépôt des déclarations préalables et au dépôt des autres demandes d'autorisation d'urbanisme qui ne génèrent pas de création de surface de plan,
   - de charger les adjoints au maire de ces délégations, en cas d'absence ou empêchement du maire, dans l'ordre du tableau du Conseil municipal.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_076 : Détermination des commissions thématiques municipales

Le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-22 ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions qui lui sont soumises soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ;
Considérant la proposition de constitution de commissions suivante :
   - Commission n°1 : Finances
   - Commission n°2 : Logement, Urbanisme
   - Commission n°3 : Culture, Patrimoine
- Commission n°4 : Petite enfance, Education
- Commission n°5 : Jeunesse
- Commission n°6 : Mobilités
- Commission n°7 : Sport, Loisirs
- Commission n°8 : Commerce, Artisanat
- Commission n°9 : Cohésion sociale
- Commission n°10 : Voirie, Espaces publics

Considérant que les membres de ces commissions seront désignés lors d’une prochaine séance du Conseil municipal ;
Il est proposé au Conseil municipal de valider le principe de la constitution des commissions tel que défini ci-dessus.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

Madame le Maire donne des précisions sur la récurrence des Commissions municipales.

DC_2020_077 : Désignation des membres de la Commission d’appel d’offres (CAO)

Le Maire expose :

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-5, L.1414-2, L.2121-22 et D.1411-3 et suivants ;
Vu le Code de la Commande Publique ;

Considérant que les dispositions applicables aux commissions de délégations de service public s’appliquent aux commissions d’appel d’offres pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens tels qu’annexés au Code de la Commande Publique ;
Considérant que la commission d’appel d’offres examine les offres et les candidatures et attribue les marchés ;
Considérant que, pour la ville de Vitré, la commission est composée par l’autorité habilitée à signer le marché public ou son représentant, président, et par cinq membres de l’assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel ;
Considérant qu’il est procédé, selon les mêmes modalités, à l’élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires ;
Considérant que dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l’expression pluraliste des élus au sein de l’assemblée communale ;
Considérant que les listes peuvent comprendre moins de noms qu’il n’y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
Considérant qu’en cas d’égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;
Considérant qu’en cas d’égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d’être proclamés élus ;
Considérant qu’à chaque titulaire est affecté un suppléant, de sorte qu’en cas de démission d’un titulaire, le suppléant le remplace (et non le suivant sur la liste) ;
Considérant que peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l’établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence ;
Il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation des membres de la commission d’appel d’offres.

Après un appel de candidatures et dépôt des listes de Monsieur Michel Perret et de Madame Nadège Le Floch, il est procédé au vote.
Chaque conseiller municipal a remis son bulletin de vote fermé dans l’urne prévue à cet effet.
Après dépouillement, les résultats sont les suivants :
- Nombre de bulletins : 33
- Bulletins blancs ou nuls : 0
- Suffrages exprimés : 33

Ont obtenu :
- 27 voix, la liste suivante :
<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Michel PERRET</td>
<td>Philippe MAIGNAN</td>
</tr>
<tr>
<td>Alexandra LEMERCIER</td>
<td>Fabrice HEULOT</td>
</tr>
<tr>
<td>Constance MOUCHOTTE</td>
<td>Catherine DELHOMMEL</td>
</tr>
<tr>
<td>Christophe LE BIHAN</td>
<td>Danielle MATHIEU</td>
</tr>
<tr>
<td>Anne BRIDEL</td>
<td>Jean-Yves BESNARD</td>
</tr>
</tbody>
</table>

- 6 voix, la liste suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Nadège LE FLOCH</td>
<td>Nicolas KERDRAON</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les membres du Conseil municipal désignés à la Commission d’appel d’offres sont donc :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Michel PERRET</td>
<td>Philippe MAIGNAN</td>
</tr>
<tr>
<td>Alexandra LEMERCIER</td>
<td>Fabrice HEULOT</td>
</tr>
<tr>
<td>Constance MOUCHOTTE</td>
<td>Catherine DELHOMMEL</td>
</tr>
<tr>
<td>Christophe LE BIHAN</td>
<td>Danielle MATHIEU</td>
</tr>
<tr>
<td>Nadège LE FLOCH</td>
<td>Nicolas KERDRAON</td>
</tr>
</tbody>
</table>

DC_2020_078 : Détermination du nombre d’administrateurs du Centre communal d’action sociale (CCAS)

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l’action sociale et des familles, notamment son article L.123-6 qui dispose que « le centre d’action social est un établissement public communal ou intercommunal présidé par le Maire ou le Président de l’établissement public de coopération intercommunale », ainsi que son article R123-7 qui dispose que « le nombre de membres du Conseil d’administration du Centre communal d’action sociale (CCAS) est fixé par délibération du Conseil municipal » ;

Considérant que le CCAS étant administré par un conseil d’administration présidé par le Maire, ce dernier en est membre de droit ;
Considérant que ce Conseil d’administration doit comprendre, en nombre égal, au maximum 8 membres élus en son sein à la représentation proportionnelle par le Conseil municipal et 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du conseil municipal mentionnées à l’article L.123-6 précité, à savoir les personnes participant à des actions de prévention, d’animation ou de développement social menées dans la commune ou les communes considérées ;
Considérant que l’alinéa 7 de ce même article précise que : « au nombre des membres nommés doivent figurer un représentant des associations qui œuvrent dans le domaine de l’insertion et de la lutte contre les exclusions, un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l’Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), un représentant des associations de retraités et de personnes âgées du département et un représentant des associations de personnes handicapées du département », déterminant de façon implicite le nombre minimum de membres du CCAS à 8, à savoir 4 conseillers municipaux et 4 membres nommés par le Maire ;

Il est proposé au Conseil municipal de fixer à 12 le nombre d’administrateurs du CCAS de la ville de Vitré. Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_079 : Dispense de vote à bulletin secret pour les délibérations relatives aux désignations suivantes dans l’ordre du jour

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l’article L.2121-21 ;

Considérant qu’il est procédé aux désignations et nominations des élus par vote, en principe, au scrutin secret ;
Considérant que, toutefois, le conseil municipal peut décider, à l’unanimité, de ne pas procéder par vote à
Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider, à l'unanimité, de ne pas procéder aux votes au scrutin secret, pour l'ensemble des désignations suivantes dans l'ordre du jour.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_080B : Désignation de représentants du Conseil municipal au sein des conseils d'écoles publiques primaires

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles D411-1 à D411-9 relatifs au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires et, plus précisément, à la composition des conseils d'école ;

Considérant que dans chacun de ces établissements scolaires, le conseil d'école :
- peut être amené à se prononcer sur les principales questions de vie scolaire,
- donne son avis non seulement sur les actions pédagogiques mais aussi éducatives,
- donne son accord sur le programme d'actions établi par le conseil école-collège afin de renforcer la continuité pédagogique entre le premier et le second degré,
- donne un avis sur les actions menées contre toutes les formes de violence et de discrimination, en particulier de harcèlement ;
Considérant que dans chaque établissement, le conseil d'école est composé, entre autres, du maire ou de son représentant et d'un conseiller municipal désigné par le conseil municipal ;
Considérant que ledit conseil est présidé par le directeur d'établissement ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant la répartition des représentants du Conseil municipal au sein des établissements vitréens suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etablissements</th>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ecole du Château</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecole Jean Guéhenno</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecole Pierre Lemaître</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecole La Hodeyère</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
<td>1 de la majorité, 1 issu des minorités</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Considérant les propositions de désignations suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etablissements</th>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ecole du Château</td>
<td>D. MATHIEU, C. POUESSEL</td>
<td>C. PICHOT MALIN, N. KERDRAON</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecole Jean Guéhenno</td>
<td>D. MATHIEU, N. LE FLOCH</td>
<td>C. DELHOMMEL, C. POUESSEL</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecole Pierre Lemaître</td>
<td>D. MATHIEU, E. ROUGIER</td>
<td>P. SEGRETAIN, N. LE FLOCH</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecole La Hodeyère</td>
<td>D. MATHIEU, N. KERDRAON</td>
<td>A. BRIDEL, E. ROUGIER</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Il est proposé au Conseil municipal de procéder aux désignations de représentants du Conseil municipal au sein des conseils d'école des établissements publics primaires vitréens.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_081 : Désignation de représentants du Conseil municipal au sein des conseils d'administration des établissements scolaires du second degré

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R421-14 à R.421-19 précisant les règles de composition des conseils d'administration des collèges et lycées ;

Considérant que dans chaque collège et lycée, le conseil d'administration fixe les principes de mise en
œuvre de l’autonomie pédagogique et éducative, adopte le projet d’établissement et approuve un contrat d’objectifs, établit chaque année un rapport sur le fonctionnement pédagogique de l’établissement et ses conditions matérielles de fonctionnement, adopte le budget et le règlement intérieur de l’établissement et peut délibérer sur toute question relative à la vie de l’établissement, comme le définit l’article R.421-20 du code de l’éducation.

Considérant que le conseil d’administration des collèges et des lycées comprend, entre autres membres, un représentant de la commune et, lorsqu’il existe un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) sur son territoire, un représentant de celui-ci ;

Considérant que dans les collèges accueillant moins de 600 élèves et ne comportant pas une section d’éducation spécialisée, le conseil d’administration comprend un représentant de la commune siège de l’EPCI, un représentant de dudit établissement public pouvant assister au conseil d’administration à titre consultatif ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;

Considérant la répartition des représentants de la Ville de Vitré au sein des établissements du second degré suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etablissement</th>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Collège Gérard de Nerval</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Collège des Rochers de Sévigné</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Lycée La Champagne</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Lycée Bertrand d’Argenté</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Considérant les propositions de désignations suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etablissement</th>
<th>Titulaires</th>
<th>Suppléants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Collège Gérard de Nerval</td>
<td>D. MATHIEU</td>
<td>P. MAIGNAN</td>
</tr>
<tr>
<td>Collège des Rochers de Sévigné</td>
<td>D. MATHIEU</td>
<td>C. DELHOMMEL</td>
</tr>
<tr>
<td>Lycée La Champagne</td>
<td>D. MATHIEU</td>
<td>P. MAIGNAN/JY BESNARD</td>
</tr>
<tr>
<td>Lycée Bertrand d’Argenté</td>
<td>D. MATHIEU</td>
<td>P. MAIGNAN/P. LEONARDI</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Il est proposé au Conseil municipal de procéder aux désignations des représentants du conseil municipal afin de siéger aux conseils d’administration des établissements scolaires du second degré.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

**DC_2020_082 : Désignation d’un(e) correspondant(e) Défense**

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la circulaire du Ministère de la Défense du 26 octobre 2001 portant sur la désignation d’un conseiller municipal en charge des questions de défense dans chaque commune ;
Vu l’instruction ministérielle du 8 janvier 2009 relative aux correspondants défense des conseils municipaux ;

Considérant que la fonction de correspondant défense répond à la volonté de l’État d’associer pleinement tous les citoyens aux questions de défense et de développer le lien Armée-Nation grâce aux actions de proximité ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;

Considérant la proposition de désignation de Monsieur Michel Perret ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de procéder à la désignation de Monsieur Michel Perret comme Correspondant Défense de la Ville de Vitré.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

**DC_2020_083 : Désignation d’un référent Sécurité routière au sein du Conseil municipal**

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Considérant que l’État incite les collectivités territoriales à nommer un élu référent Sécurité Routière ;
Considérant que celui-ci est le relais privilégié entre les services de l’État et les autres acteurs locaux et
veille à la diffusion des informations relatives à la sécurité routière de même qu’à sa prise en charge dans
les différents champs de compétence de sa collectivité ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Christophe Le Bihan ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de désigner Monsieur Christophe Le Bihan comme référé Sécurité routière de la ville de Vitré.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des
votants.

DC_2020_084 : Désignation des membres de la commission Fonds d’intervention de l’habitat
Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°20 du Conseil municipal du 16 novembre 1984 approuvant la création d’un Fonds
d’Intervention pour l’Habitat (FIH), dont l’objet est d’encourager les travaux de restauration de façades et
dermembrement architecturaux contribuant à la composition urbaine, et instituant une commission dédiée ayant
pour vocation de statuer sur les demandes d’aides formulées par les propriétaires vitiens pour ces travaux ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020,
il convient de désigner les membres de la Commission FIH ;
Considérant que la Commission FIH est composée de :
- L’adjoint au Maire en charge du patrimoine
- L’adjoint au maire en charge de l’urbanisme
- L’adjoint au Maire en charge des travaux
- 4 conseillers municipaux désignés par le Conseil municipal ;
Considérant les candidatures de Caroline Pichot Malin, Catherine Delhomme, Carine Poussé et Anthony
Morel ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de procéder à la désignation de ces 4 Conseillers municipaux comme membres de la Commission FIH de Vitré, en dehors des Adjoints au Maire ci-
dessus désignés.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des
votants.

DC_2020_085 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du conseil de vie sociale de
l’association Accueil, Loisirs, Intégration, Soutien et Accompagnement - ALISA
Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le
conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d’organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l’association Accueil, Loisirs, Intégration, Soutien et Accompagnement - ALISA, sise rue de
la Haie Robert à Vitré ;

Considérant que cette association a pour objet de permettre aux personnes majeures en situation de
handicap (déficience intellectuelle ou troubles du psychisme), d’accéder à l’autonomie, à l’intégration, à la
citoyenneté et à l’épanouissement personnel grâce à une organisation adaptée de leurs temps libre souhaité
ou subit et qu’en outre, elle souhaite apporter des solutions de répit aux aidants naturels ou professionnels ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l’association Accueil, Loisirs, Intégration, Soutien et Accompagnement -
ALISA prévoient que la ville de Vitré dispose d’un représentant ;
Considérant la proposition de désignation de Madame Anne Bridel ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Madame Anne Bridel comme représentante du
Conseil municipal afin de siéger au Conseil de vie sociale de l’association ALISA.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des
votants.
DC_2020_086 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du conseil d'administration de l'association Foyer des Jeunes Travailleurs de Vitré "Tremplin"

Le Maire expose :
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l'association Tremplin - Foyer des Jeunes Travailleurs de Vitré ;
Considérant que cette association a pour vocation d'accompagner jeunes et moins jeunes dans la réalisation de leur parcours résidentiel sur le territoire de Vitré et ainsi de favoriser la socialisation et le vivre-ensemble par l'habitat ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l'association Tremplin - Foyer des Jeunes Travailleurs de Vitré prévoient que la ville de Vitré dispose d'un représentant au sein de son conseil d'administration ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Jean-Yves Besnard ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Monsieur Jean-Yves Besnard comme représentant au sein du conseil d'administration de l'association Tremplin - Foyer des Jeunes Travailleurs de Vitré.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_087 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du conseil de vie sociale du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés Les Lilas

Le Maire expose :
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l'association ADAPEI 35 Les Papillons Blancs, organisme gestionnaire du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés Les Lilas, situé au 6 boulevard des Rochers à Vitré ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l'association ADAPEI Les Papillons Blancs, organisme gestionnaire du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés Les Lilas, prévoient que la ville de Vitré dispose d'un représentant titulaire et d'un suppléant ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Gontran Paillard (titulaire) et de Madame Anne Bridel (suppléante) ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Monsieur Gontran Paillard comme représentant titulaire et Madame Anne Bridel comme représentante suppléante de la ville de Vitré afin de siéger au Conseil de vie sociale du Foyer d'hébergement pour adultes handicapés Les Lilas.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_088 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du conseil de vie sociale de L'institut médico-éducatif l'Etoile

Le Maire expose :
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l'association ADAPEI Les Papillons Blancs, organisme gestionnaire de l'Institut médico-éducatif l'Etoile (IME l'Etoile), sis 29 rue de Beauvais à Vitré ;
Considérant que l'IME l'Etoile est un établissement mixte accueillant, en semi internat ou avec hébergement, 74 enfants et jeunes gens de 3 à 20 ans, présentant une déficience intellectuelle, avec pour certains des
troubles du langage et de la communication associés ;
Considérant que cet établissement propose un enseignement scolaire adapté, des apprentissages techniques pré-professionnels, des activités sportives adaptées, des accompagnements éducatifs, des rééductions spécialisées (psychomotricité, orthophonie), un suivi médical (médecin généraliste, médecin psychiatre, infirmière), un suivi psychologique ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l’association ADAPEI Les Papillons Blancs, organisme gestionnaire de l’institut médico-éducatif l’Étoile, sis à Vitré, prévoient que la ville de Vitré dispose d’un représentant titulaire et d’un suppléant au sein du Conseil de vie sociale de l’IME l’Étoile ;
Considérant la proposition de désignations de Madame Anne Bridel (titulaire) et Monsieur Jean-Yves Besnard (suppléant) ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Madame Anne Bridel (titulaire) et Monsieur Jean-Yves Besnard (suppléant) comme représentants de la ville de Vitré afin de siéger au conseil de vie sociale de l’Institut médico-éducatif l’Étoile.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_089 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du conseil d’établissement de l’EHPAD La Guilmarais

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d’organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l’association Anne Boivent, organisme gestionnaire de l’EHPAD La Guilmarais, sis route d’Argenté du Piessis à Vitré ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l’association Anne Boivent, organisme gestionnaire de l’EHPAD La Guilmarais, sis à Vitré, prévoient que la ville de Vitré dispose d’un représentant titulaire et d’un suppléant afin de siéger au sein de son Conseil d’établissement ;
Considérant la proposition de désignations de Madame Anne Bridel (titulaire) et Monsieur Jean-Yves Besnard (suppléant) ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Madame Anne Bridel comme représentante titulaire et Monsieur Jean-Yves Besnard comme représentant suppléant de la ville de Vitré afin de siéger au Conseil d’établissement de l’EHPAD La Guilmarais.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_090 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du conseil de vie sociale du Foyer d’accueil médicalisé Le Vallon

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d’organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l’association ADAPEI Les Papillons Blancs, organisme gestionnaire du Foyer d’accueil médicalisé pour adultes handicapés Le Vallon, situé 171 boulevard de Laval à Vitré ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l’association ADAPEI les Papillons Blancs prévoient que la ville de Vitré dispose d’un représentant et d’un suppléant au sein de son Conseil de vie sociale ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Gontran Paillard (titulaire) et Madame Anne Bridel (suppléante) ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Monsieur Gontran Paillard comme représentant titulaire et Madame Anne Bridel comme représentante suppléante de la ville de Vitré afin de siéger au
Conseil de vie sociale du Foyer d’accueil médicalisé Le Vallon.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_091 : Désignation d’un représentant du Conseil municipal au sein du conseil d’administration de la Mission locale du Pays de Vitré

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d’organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;

Vu les statuts de l’association Mission locale du Pays de Vitré dont le siège est situé 9 place du Champ de Foire à Vitré ;

Considérant que la Mission locale du Pays de Vitré aide les jeunes de 16 à 25 ans à surmonter les obstacles à leur insertion professionnelle et sociale ;
Considérant qu’en lien avec ses partenaires, la Mission locale des jeunes du Pays de Vitré apporte des réponses adaptées aux questions des jeunes dans les domaines de l’emploi, de la formation, du logement, du transport et de la santé ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l’association Mission locale du Pays de Vitré prévoient que la ville de Vitré dispense d’un représentant au sein de son Conseil d’administration ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Christophe Le Bihan ;

Il est proposé au Conseil municipal de désigner Monsieur Christophe Le Bihan comme représentant de la ville au sein du Conseil d’administration de l’association Mission locale du Pays de Vitré.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_092 : Désignation des membres du Conseil municipal au sein de l’association Comité de jumelage de Vitré

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d’organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;

Vu les statuts de l’association Comité de jumelage de Vitré ;

Considérant que la ville de Vitré est jumelée avec 8 villes étrangères avec lesquelles des échanges sont organisés :
- Helmstedt (Allemagne)
- Lymington (Grande Bretagne)
- Terrebonne (Canada)
- Djenné (Mali)
- Villajoyosa (Espagne)
- Grece (USA)
- Sroda (Pologne)
- Talmaciu (Roumanie)

Considérant que le Comité de Jumelage de Vitré a pour but de favoriser, dans le cadre des engagements pris par la ville et consignés dans le serment de jumelage signé par les maires des communes jumelles, les relations entre les vitréens et les habitants des villes jumelles, dans différents domaines : scolaire, sportif, culturel, linguistique, social, économique... afin de permettre une meilleure connaissance réciproque ;

Considérant que suite au renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020, il convient de désigner de nouveaux représentants au sein des associations auxquelles la ville de Vitré adhère ;

Considérant que les statuts de l’association Comité de jumelage de Vitré prévoient que le Maire (membre de droit) et 5 membres du Conseil municipal de Vitré siègent au sein de son conseil d’administration ;
Considérant la proposition de désignations de : Marie-Cécile Tarriol, Catherine Delhommel, Emmanuel Couvert, Caroline Pichot Malin et Daniel Ngosong comme représentants ;
Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la désignation Marie-Cécile Tarriol, Catherine Dethommel, Emmanuel Couvert, Caroline Pichot Malin et Daniel Ngosong comme représentants de la ville de Vitré au sein du Comité de jumelage de Vitré.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_093 : Désignation d'un représentant du Conseil municipal au sein de l’association Sites et Cités remarquables de France

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l'association Sites et Cités remarquables de France, annexés à la présente délibération ;

Considérant que l'association « Sites et Cités remarquables de France, l'association des Villes et Pays d'art et d'histoire et des Sites patrimoniaux », créée en 2000, contribue au développement de la politique des villes d'art et d'histoire porteurs d'un site patrimonial remarquable ;
Considérant que la ville de Vitré détient le label Ville d'Art et d'Histoire depuis 1999 et adhère à l'association susmentionnée ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que les statuts de l'association prévoient que chaque ville ou établissement membre désigne un représentant ;
Considérant la proposition de désignation de Madame Alexandra Lemercier ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de désigner Madame Alexandra Lemercier comme représentante de la ville de Vitré au sein de l’association Sites et Cités remarquables de France.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC_2020_094 : Désignation des membres du Conseil municipal au sein de l’association Maison des Cultures du Monde

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l’association Maison des Cultures du Monde située 2 rue des Bénédictins à Vitré ;

Considérant que la Maison des Cultures du Monde contribue activement à l’enrichissement de la connaissance des diverses formes du patrimoine culturel immatériel et de leurs origines, à travers des travaux scientifiques, des publications, des colloques et appels à projets en partenariat avec des professionnels et le monde universitaire ;
Considérant que les statuts de l’association prévoient qu’un représentant de la ville soit désigné ;
Considérant la proposition de désignation de Madame Alexandra Lemercier ;

Il est proposé au Conseil municipal d’approuver la désignation de Madame Alexandra Lemercier comme représentante de la ville de Vitré au sein de l’association Maison des Cultures du Monde.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_095 : Désignation des membres du Conseil municipal au sein de l’association Les plus beaux détours de France

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes
régissant ces organismes ;
Vu les statuts de l'association Les plus beaux détours de France, située 45 boulevard R. Wallace à Puteaux (92800) ;
Considérant que le but de cette association, composée de 105 communes métropolitaines et d'un département d'outre-mer, est de proposer une offre touristique cohérente permettant de découvrir la diversité du territoire français, notamment en dehors des zones les plus fréquentées qui concentrent près de 80% des visiteurs ;
Considérant que la ville de Vitré adhère à cette association ;
Considérant que les statuts de l'association prévoient qu'un représentant de la ville soit désigné ;
Considérant la proposition de désignation de Madame Constance Mouchotte ;


DC_2020_096 : Désignation d’un représentant du Conseil municipal au Syndicat Départemental d’Energie 35 (SDE 35)

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5711-1 et L5721-2 ;
Vu l’arrêté préfectoral du 3 novembre 2009 portant création du Syndicat Départemental d’Energie 35 (SDE 35) au 1er mars 2010 ;
Vu l’arrêté préfectoral du 13 mai 2016 portant modification des statuts du SDE 35 ;

Considérant que le SDE 35 est un syndicat mixte chargé d’exercer la compétence d’autorité organisatrice des missions de service public d’électricité, en lieu et place des communes membres et de la métropole rennaise ;
Considérant que les délégues du syndicat sont élus au sein de 7 collèges constitués des représentants des communes appartenant aux territoires définis en annexe des statuts ;
Considérant que pour siéger au collège chargé de désigner les délégués au comité syndical, chaque commune désigne un représentant titulaire par tranche de 20 000 habitants ou fraction de 20 000 habitants, quel que soit le nombre de compétences transférées au syndicat ;
Considérant qu’il ressort de ce qui précède que la ville de Vitré doit désigner un représentant pour siéger au collège chargé de désigner les délégués au comité syndical pour le collège du Pays de Vitré ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Philippe Maignan ;


DC_2020_097 : Désignation de représentants du Conseil municipal à la Commission de suivi de site de la société Kervalis de Vitré

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l’environnement ;
Vu le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site, et notamment son article 2 qui précise que les membres de la commission sont nommés par le Préfet pour une durée de cinq ans ;
Vu l’arrêté préfectoral n°32075 du 12 juin 2002 autorisant et régissant le fonctionnement de l’atelier de transformation de sous-produits animaux de la SARL KERVALIS, sise à Vitré, au lieu-dit La Haie Robert ;
Vu l’arrêté préfectoral en date du 2 octobre 2014 portant création d’une Commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement de la société Kervalis à Vitré, dont l’activité est la production de protéines animales transformées et de graisses pour l’industrie de l’alimentation des animaux de compagnie ;
Vu la délibération n° 2019_038 du Conseil municipal du 21 février 2019 approuvant la désignation d’un représentant titulaire et d’un représentant suppléant de la ville de Vitré au sein de la Commission de suivi de site KERVALIS ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que l’arrêté préfectoral susmentionné prévoit la désignation d’un membre titulaire et d’un membre suppléant au sein du Collège « Elus des collectivités territoriales » de la Commission de suivi de site de la société KERVALIS ;
Considérant que suite à ces désignations, Madame la Préfète d’Ille-et-Vilaine déterminera la composition de ladite commission ;
Considérant la proposition de désignations de Monsieur Fabrice Heulot comme titulaire et Monsieur Emmanuel Couvert comme suppléant ;

Il est demandé au conseil municipal de proposer la désignation Monsieur Fabrice Heulot comme membre titulaire et Monsieur Emmanuel Couvert comme membre suppléant au sein de la Commission de suivi de site de la société KERVALIS de Vitré.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_098 : Désignation de représentants titulaires et suppléants à la Commission de suivi de site du Centre de valorisation énergétique des déchets ménagers de Vitré (Cvedm Vitré)

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l’environnement ;
Vu le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site, et notamment son article 2 qui précise que les membres de la commission sont nommés par le Préfet pour une durée de cinq ans ;
Vu l’arrêté préfectoral en date du 12 février 2013 portant création d’une Commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement du Centre de valorisation énergétique des déchets ménagers (Cvedm) de Vitré ;

Considérant le renouvellement du Conseil municipal de la ville de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que l’arrêté préfectoral susmentionné prévoit la désignation de 2 membres titulaires et de 2 membres suppléants au sein du Collège « Elus des collectivités territoriales » de la Commission de suivi de site du Cvedm de Vitré ;
Considérant que suite à ces désignations, Madame la Préfète d’Ille-et-Vilaine déterminera la composition de ladite commission ;
Considérant la proposition de désignations de Messieurs Fabrice Heulot et Emmanuel Couvert (titulaires), Mesdames Pauline Segretain et Marie-Cécile Tarriot (suppléantes) ;

Il est demandé au conseil municipal de proposer la désignation de Messieurs Fabrice Heulot et Emmanuel Couvert comme membres titulaires et de Mesdames Pauline Segretain et Marie-Cécile Tarriot comme membres suppléantes au sein de la Commission de suivi de site du Centre de valorisation énergétique des déchets ménagers de Vitré.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

DC_2020_099 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du Comité technique commun Ville de Vitré/CCAS de Vitré

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 32 ;
Vu le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif 16aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
Vu la délibération n°84 du Conseil municipal du 20 février 2014 relative à la création d’un Comité technique commun Ville de Vitré/CCAS de Vitré ;

Considérant que le comité technique est une instance de concertation chargée de donner son avis sur les questions et projets de textes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services, les questions relatives aux effectifs, aux emplois et aux compétences et les projets de statuts particuliers ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du Comité technique commun est fixé à 4 titulaires et 4 suppléants ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de désigner Paul Lapause, Nicolas Mijoule,
Isabelle Dussous, Jean-Yves Besnard comme représentants titulaires et Pierre Léonardi, Alexandra Lemercier, Constance Mouchotte et Catherine Delhomme comme représentants suppléants du Conseil municipal au sein du Comité technique commun Ville de Vitré/CCAS de Vitré.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

Intervention de Monsieur E. Rougier, Conseiller municipal, au sujet de la désignation d'élus des minorités municipales au sein de ce comité, ainsi qu'au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Madame Le Maire répond avoir elle-même interrogé les services de la ville à ce sujet et qu'une réponse négative lui a été apportée.

DC_2020_100 : Désignation des représentants du Conseil municipal au sein du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail commun Ville de Vitré/CCAS de Vitré

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 33-1 ;
Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
Vu la délibération n°222 du Conseil municipal du 10 juillet 2014 relative à la création d'un Comité hygiène, sécurité et des conditions de travail commun Ville de Vitré/CCAS de Vitré ;

Considérant que le Comité hygiène, sécurité et des conditions de travail (CHSCT) est une instance de concertation chargée de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant que le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du Comité hygiène, sécurité et des conditions de travail commun est fixé à 4 titulaires et 4 suppléants ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de désigner Paul Lapause, Nicolas Mijoule, Isabelle Dussous, Jean-Yves Besnard comme représentants titulaires et Pierre Léonardi, Alexandra Lemercier, Constance Mouchotte, Catherine Delhomme comme représentants suppléants du Conseil municipal au sein du Comité hygiène, sécurité et des conditions de travail commun Ville de Vitré/CCAS de Vitré.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.

DC 2020_101 : Désignation d'un représentant du Conseil municipal au sein du Comité National d'Action Sociale (CNAS)

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33 qui dispose que le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes ;
Vu la délibération n°67 du Conseil municipal du 20 juin 2011 approuvant l'adhésion de la ville de Vitré au Comité National d'Action sociale (CNAS) pour le personnel des collectivités territoriales ;
Vu les statuts de cette association, organisme paritaire et pluraliste créé en 1967 ;

Considérant que le CNAS propose à ses adhérents une offre unique et complète de prestations pour améliorer les conditions matérielles et morales de leurs personnels, agents de la fonction publique territoriale et salariés d'établissements publics ;
Considérant le renouvellement du Conseil municipal de Vitré en date du 15 mars 2020 ;
Considérant la proposition de désignation de Monsieur Nicolas Mijoule ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l'unanimité des votants.
RESSOURCES HUMAINES

DC_2020_102 : Contrat de Collaborateur de Cabinet

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi du 26 janvier 1984 modifiée (notamment son article 110), portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, prévoyant la création d’emploi de collaborateur de cabinet ;
Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 modifié, relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l’application de l’article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
Vu l’inscription des crédits au budget ;

Considérant que l’effectif maximum des collaborateurs de cabinet pour une commune de moins de 20 000 habitants est fixé à une personne ;
Considérant que l’article 7 du décret n°87-1004 précise que :
- d’une part, le traitement indiciaire du collaborateur de cabinet ne peut pas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l’indice terminal de l’emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire ou celui du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité à la date de la présente délibération ;
- d’autre part, le montant des indemnités du collaborateur de cabinet ne peut pas être supérieur à 90 % du montant du régime indemnitaire servi au titulaire de l’emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire ou celui du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité à la date de la présente délibération ;
Considérant que le collaborateur du cabinet du Maire aura, entre autres, pour missions la gestion de la relation politique au plan local et national avec les élus, partenaires privés et publics, journalistes.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de créer un poste de collaborateur de cabinet à temps complet, à compter du 25 mai 2020.
L’agent recruté sera rémunéré, en référence au grade d’attaché, indice de rémunération 491 conformément au plafond de rémunération fixé à l’article 7 du décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 modifié.
L’agent pourra également bénéficier des indemnités prévues à l’article 7 du décret n°87-1004 et remboursement des frais de déplacement comme précisé à l’article 9 dudit décret.

Le contrat du collaborateur de cabinet prendra fin au plus tard au terme du mandat de l’autorité territoriale.
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question l’unanimité des votants (abstentions de MC Duchesne, A. Morel, N. Kerdraon et N. Le Floch).

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DC_2020_103 : Exonération de redevance d’occupation du domaine public pour l’installation des terrasses

La Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2121-29 et L1111-1 ;
Vu le code de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L2125-1 et suivants ;
Vu le décret n°2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l’épidémie de covid-19 dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire ;
Vu l’arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;
Considérant que depuis le 14 mars 2020, à minuit, l’accueil du public dans les établissements de type N (restaurants et débits de boissons) est interdit, afin de ralentir la propagation du virus covid-19 ;
Considérant que les terrasses des restaurants et débits de boissons installées sur le domaine public ne sont plus exploitées depuis le 14 mars 2020, en raison de l’épidémie de covid-19 qui constitue un cas de force majeure, alors que les redevances d’occupation domaniale ont été perçues ;
Considérant que la situation économique de ces entreprises nécessite un dispositif d’aide par un soutien à
Il vous est proposé d’exonérer les restaurants et débits de boissons, pour l’année 2020, de la redevance d’occupation du domaine public pour l’installation des terrasses, d’annuler les titres émis et de procéder au remboursement des sommes déjà perçues, telles qu’elles figurent dans le tableau annexé à la délégation.

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

Intervention de Madame C. Pouëssel, Conseillère municipale, au sujet des difficultés que rencontrent et vont rencontrer, lors de la réouverture des bars et restaurants, les commerçants, d’une part, et les piétons ou cyclistes, d’autre part, face au manque d’espace devant les entrées et terrasses de commerces et à la nécessité de respecter la distanciation sociale. Elle souligne le manque de sécurité accru induit dans les déplacements de chacun et demande que les espaces publics et les modes de déplacement soient reconsidérés. Madame Pouëssel porte à la connaissance du Conseil municipal un rapport de la CEREMA sur la mise en place rapide d’aménagements provisoires simples, édité à l’occasion du déconfinement. Madame le Maire remercie Madame Pouëssel de cette intervention et informe qu’une rencontre avec les acteurs du commerce vitréen est prochainement programmée. Elle ajoute que la commission Commerce et la commission Mobilités ne manqueront pas de mettre cette question à l’ordre du jour de leurs séances. Madame Pouëssel souligne, pour finir, l’urgence d’installer ces aménagements de circulation.

Intervention de Monsieur E. Rougier, Conseiller municipal, qui insiste sur la nécessité d’autoriser les restaurateurs et propriétaires de bars, dès réouverture de ces établissements, à étendre leurs terrasses afin de respecter les mesures sanitaires, ce dans le but aussi de ne pas freiner la reprise économique.

FINANCES

DC_2020_104 : Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Abattement pour l’année 2020

Le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2333-6 à L2333-16 et R 2333-10 à R2333-17 ;
Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19 ;
Vu l’ordonnance n°2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l’épidémie de covid-19 et, plus particulièrement, son article 16, permettant aux communes ayant choisi d’instaurer une taxe locale sur la publicité extérieure avant le 1er juillet 2019, d’adopter un abattement compris entre 10 % et 100 %, applicable au montant de cette taxe due par chaque redevable au titre de l’année 2020 ;
Vu le décret n°2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) ;
Vu les délibérations n°5 du du Conseil municipal du 23 octobre 2008 et n°28 du Conseil municipal du 12 juin 2009, approuvant l’application de la Taxe locale sur la publicité extérieure à Vitré et en fixant les conditions ;
Vu la délibération n°2019_122 du conseil municipal en date du 23 mai 2019 portant approbation des tarifs de la TLPE pour l’année 2020 ;

Considérant l’activité réduite subie par les acteurs économiques vitréens pendant la période de confinement ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :
- d’adopter un abattement de 50 % sur la TLPE due par les redevables de Vitré au titre de l’année 2020 ;
- de donner tous pouvoirs au Maire, ou son représentant, pour prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe ;
- de charger le Maire, ou son représentant, de notifier cette décision aux services préfectoraux.


Intervention de Monsieur N. Kerdraon, Conseiller municipal, au sujet des documents mis en annexe de la présente délibération dans lesquels il aurait souhaité voir figurer un bilan de l’année 2017, par catégorie d’enseignes, afin d’avoir une répartition plus claire des recettes de cette taxe. Madame le Maire et Monsieur P. Lapause déclarent qu’une réponse détaillée pourra être apportée lors d’une prochaine séance du Conseil municipal. Ce dernier ajoute que ces recettes sont principalement générées par des grosses entreprises mais que de plus petites enseignes y sont aussi soumises.
Monsieur Kerdraon déclare que son groupe est réservé sur cette décision et plus précisément sur l’application généralisée des 50 % d’abattement de la taxe locale de publicité extérieure, sans distinction. Il ajoute penser que, dans ces conditions, la mesure risque de ne pas entraîner le résultat escompté, qui est de soulager financièrement toutes les catégories d’enseignes, et de priver la collectivité de ressources financières.
Monsieur Rougier intervient afin d’approuver les propos de Monsieur Kerdraon. Il ajoute qu’il doute du bénéfice apporté par cette mesure par rapport au risque qu’elle pourrait entraîner sur la fiscalité en temps de crise sanitaire.

LOISIRS

DC_2020_105 : Avenant n°2 à la convention conclue avec l’association Loisirs Pluriels de Vitré

Le Maire de Vitré,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l’article L 2122-22 ;
Vu la convention pour le financement de l’association Loisirs Pluriel de Vitré conclue le 13 juillet 2017 ;
Vu la délibération n°2019_162 du Conseil municipal du 20 juin 2019, approuvant l’avenant n°1 à la convention susmentionnée ;
Vu la délibération n°2020_040 du Conseil municipal du 27 février 2020 approuvant les attributions de subventions aux associations pour l’année 2020, et notamment la subvention à cette association, pour un montant de 27 500 € ;

Considérant la mission de l’association Loisirs Pluriels Antenne de Vitré consistant à proposer une offre de loisirs inclusive destinée aux enfants en situation de handicap ;
Considérant que le projet présenté par cette association répond aux objectifs fixés dans la convention de financement 2017-2020 ;
Considérant que la révision de la subvention, à hauteur de 27 500 € (contre 26 000 € en 2019), nécessite l’introduction d’un nouvel avenant à ladite convention ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :
- D’approuver les termes de l’avenant n°2 à la convention de financement conclue avec l’association Loisirs Pluriel de Vitré, joint en annexe ;
- D’autoriser le Maire, ou son représentant, à signer cet avenant ;
Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, adoptent la question à l’unanimité des votants.

Après les interventions de Monsieur E. Rougier, Madame MC Duchesne et Monsieur N. Kerdraon, l’ordre du jour étant épuisé et aucune question supplémentaire n’étant posée, la séance est levée à 22h35

Fait à Vitré, le 10 juin 2020
Le Maire,

Isabelle LE CALLENNEC

L’intégralité de l’enregistrement de la séance est disponible sur demande au service des assemblées (joignable au 02 99 74 70 21 ou par mail à service.assemblees@vitrecommunauté.org).